

...VERS UN MODÈLE DE SOCIÉTÉ PÉRENNE

Notre société étant basée sur une croissance infinie dans un monde fini, l'avenir de notre civilisation n'aura de sens que si son modèle peut s'appliquer durablement à tous ses habitants sans hypothéquer les libertés de chacun en garantissant une biodiversité pérenne. Cela implique de modifier notre logiciel politique, économique mais également de pensée...

Le but n'est pas de tout casser mais d'identifier les contraintes évidentes avec lesquelles nous devons composer, distinguer le bien commun comme le mal commun et accepter de remettre à plat certains préceptes ou dogmes. Les orientations de cette mutation démocratique impliquent la remise en question de l'actuel système pyramidal dont la puissance financière est à sa pointe alors que l'essentiel reste sur le palier (écologie, humain, solidarité...).

En lieu et place, la présente organisation circulaire est délimitée par les 6 grands principes fondamentaux interdépendants qui la protègent pour une société cohérente, égalitaire, juste et pérenne. Les considérations humaines et écologiques sont ici aux avant-postes d'une vraie démocratie. Un environnement bienveillant où la connaissance dans tous ses états est primordiale, où les valeurs seront indexées sur l'utilité sociale ou commune plutôt que sur des composantes financières au service d'un capital qui ne se soucie guère de l'impact de ses actes. Ici, la création monétaire, exempte de spéculation, se retrouvera de fait reléguée à la fin, pour ne plus servir que de rouage à l'exécution des choix impulsés par cette organisation que j'appelle HEXAGONE.

La dépendance à la croissance au péril de la civilisation est remplacée par l'émancipation au service du progrès de celle-ci. Vaste mais nécessaire chantier dont nous devons être les acteurs pour sortir du déni affirmant que les choses se réguleraient toutes seules ou que quelques ajustements (grand débat national, COP21...) suffisent pour donner un monde meilleur à nos enfants. La présentation a pour but de valider des bases saines pour un modèle pérenne ou chacun pourra participer activement. Des dogmes doivent tomber pour penser ce monde, pourquoi pas nous et maintenant? A partir du dessin général du modèle proposé Hexagone, nous détaillerons chacun des 6 grands axes abordés.

Dans l'histoire, jamais une mutation n'a été aussi importante dans un délai aussi court...

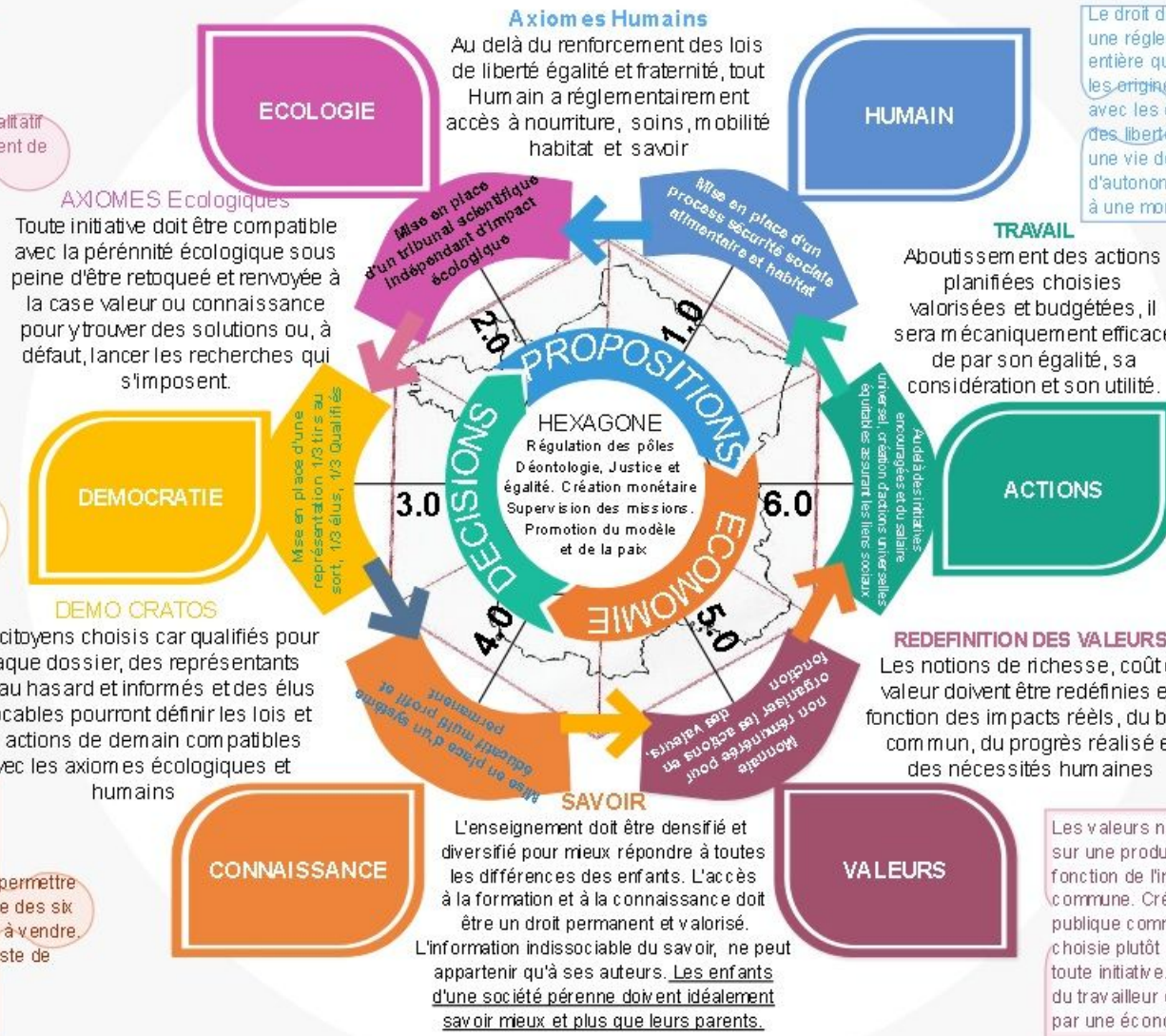
VERS UN MODELE DE SOCIETE PERENNE

Notre société étant basée sur une croissance infinie dans un monde fini, l'avenir de notre civilisation n'aura de sens que si son modèle peut s'appliquer durablement à tous ses habitants sans hypothéquer les libertés de chacun en garantissant une biodiversité pérenne. Cela implique probablement la **nécessité de modifier notre logiciel politique, économique mais également de pensée...**

L'éventuelle obsolescence programmée des équipements doit être interdite au profit de leur durabilité. Le coût d'un produit doit prendre en compte son empreinte écologique, le circuit court qualitatif et durable sera mécaniquement un élément de réponse à ces contraintes. La transition écologique (énergie, alimentation, transports...) doit être à la hauteur de son urgence afin de protéger et redensifier les ressources naturelles.

Densification des acteurs et moyens démocratiques pour faire face à sa nécessaire mutation, à la compréhension ainsi qu'aux investigations nécessaires. Choix d'un protocole (salaire médian pour les intervenants, non cumul, une gestion des enjeux performante et vulgarisée, mandat unique...) pour éviter les dérives (clientélisme, corruption, inefficacité, connivences...) vers une nouvelle république vertueuse.

L'accès au savoir et à la culture doit être permanent vulgarisé et valorisé pour permettre à l'humain de s'épanouir ou de changer. La recherche fondamentale essentielle pour permettre l'évolution permanente et la cohérence des six pôles. Apprendre à acheter plutôt qu'à vendre. Une base libre dématérialisée et altruiste de données accessible à tous au service du bien commun, du progrès et de la paix du monde.



Le droit des personnes passe par une réglementation pour une égalité entière quels que soient le genre, les origines ou le handicap pour en finir avec les discours réactionnaires au profit des libertés et de l'émancipation. Le droit à une vie décente par un salaire à vie d'autonomie égal pour tous. Le droit à une mort dans la dignité.

Il s'agit ici de la mise en oeuvre de la politique hexagonale réfléchie et choisie (planification écologique, économie collaborative, chantiers de réparations...). Une laïcité et un ordre public au service de la paix et de la défense des libertés et de la république. En parallèle du salaire universel, une mise à contribution ponctuelle peut être associée au service du bien commun dès lors qu'il s'applique à l'ensemble de la population au titre d'un citoyen enneté responsable, et de l'indispensable lien social.

Les valeurs ne doivent plus être indexées sur une production ou croissance mais fonction de l'initiative, l'utilité sociale ou commune. Création d'une monnaie bancaire publique comme rouage en aval de l'économie réelle choisie plutôt qu'une finance spéculative précepte de toute initiative. Remplacement du concept de propriété du travailleur (holdings, multinationales...) par une économie coopérative élaborée.

Les orientations de cette mutation démocratique sociétale impliquent la sortie de l'actuel système pyramidal dont la puissance financière est à sa pointe alors que l'essentiel reste sur le paier (Écologie, humain, solidarité). En remplacement, la présente organisation circulaire est définie par les 6 grands principes interdépendants qui la protège pour une société cohérente égalitaire juste et pérenne. La création monétaire, exempte de spéculation, se retrouve, de fait, in fine pour ne plus servir que de rouage à l'exécution des choix impulsés par la démocratie. La dépendance à la croissance au péril de la civilisation est remplacé par l'émancipation au service du progrès de celle-ci.

PRÉSENTATION

Pour en garantir sa pérennité, le modèle ne peut s'imaginer que circulaire car notre monde est bel et bien fermé, fini et tout y est lié à la différence de notre actuel système pyramidal et ses dérives exponentielles et incontrôlables.

Nous allons donc mettre à l'honneur les 6 enjeux fondamentaux indissociables de la pérennité du modèle que je vais m'employer à défendre. Ces enjeux interconnectés sont les suivants:

L'Humain, l'Écologie, la Démocratie, la Connaissance, les Valeurs et les Actions.

Lors de ce tour rapide je vous demanderais d'attendre la fin du manège car la vue d'ensemble est essentielle (les interrogations d'un enjeu trouvant souvent réponse dans un autre).

Pour chacun de ces enjeux, derrière les constats, je parlerai d'axiomes puis de pistes et choix possibles. Les axiomes sont ces éléments qu'il conviendra de poser comme base indissociable et intransigible à tout modèle. Par exemple le fait de considérer que toute initiative doit être compatible avec la pérennité écologique sera un Axiome (pour illustrer, si un projet d'arrosage de nos cultures avec de l'eau de source est présenté, il serait de fait retoqué car non compatible avec la sauvegarde d'une réserve naturelle.)

Au fur et mesure des réflexions autour des différents enjeux, nous aurons toujours un œil sur le schéma général qui deviendra de plus en plus digeste pour arriver progressivement à sa fonction de repère.

Premier enjeu donc, l'humain .



À l'heure où tout tourne autour de l'affolement sécuritaire et de la croissance, il est primordial de mettre l'humain et ses droits au centre des débats plutôt qu'en variable d'ajustement d'un système. Bien sûr des lois et contrôles garants de la liberté l'égalité et la fraternité, mais bien au-delà, on doit pouvoir admettre que chacun devrait avoir un accès libre à l'eau potable, à une nourriture de qualité, aux soins, à un habitat décent ainsi qu'à la connaissance et à l'expression, irréfutables alliés de l'émancipation. Tout cela constitue les axiomes de l'enjeu humain, un état de fait non négociable pour tous. Une version 1.1 des droits de l'homme au service du bien commun en quelque sorte protégée par une justice à son service.

Épargnons-nous le sempiternel "qui va payer !", nous verrons cela tout au long de notre modèle hexagonal. Nous pouvons cependant déjà imaginer, d'autres l'ont fait auparavant, d'étendre au delà de la santé le formidable succès de la sécurité sociale et sa forme de cotisation en amont de l'activité pour une sorte de sécurité sociale concernant l'alimentaire, l'habitat et le savoir, dans le but de mettre tout le monde dans les meilleures conditions possibles (avec tous les horizons que l'on peut imaginer) pour une vraie vie et non une survie asservie.

Cela passera probablement par un revenu universel pour rendre tous nos choix possibles: apprentissage, développement d'une entreprise, soutien de sa famille ou d'une cause, bref nous devons tout mettre en œuvre pour faciliter l'humain dans son désir de s'émanciper, de bâtir, de proposer, d'étudier, d'entreprendre ou de bien faire. Ne rien s'interdire, en fait. Cela veut-il dire que l'on peut faire tout et n'importe quoi? Assurément non. Ce qui nous amène au deuxième enjeu de notre modèle circulaire, je veux bien sûr parler de notre milieu, l'écologie.

Deuxième Enjeu: L'Écologie



Face au productivisme détruisant tout écosystème, ce chapitre pose un axiome évident:

Toute initiative doit être compatible avec la pérennité écologique sous peine d'être retoquée et renvoyée à la case Valeur ou Connaissance de notre modèle afin d'y trouver les solutions ou à défaut, lancer les recherches qui s'imposent.

J'entends par là tout simplement qu'au titre du respect pour les générations futures, voir même de la survie de l'humanité, on ne devrait pas avoir le droit de produire, d'acheter, de travailler, de s'amuser même sans prendre en compte l'impact écologique de nos actes.

Difficile à ce stade de ne pas imaginer une sorte de tribunal scientifique normatif où l'on pourrait juger une atteinte à un écosystème de la même manière que l'on peut juger une atteinte à l'intégrité des personnes.

En fait, dès l'acceptation de ce procédé qui semble évident dans un monde qui a épuisé ses ressources au premier trimestre, nous aurons simplement le devoir de renvoyer une initiative à l'étude si l'on juge son existence dommageable pour l'environnement ou, le cas échéant, d'en modifier sa valeur.

Modifier la valeur, j'en parlerai plus précisément lors de l'analyse du cinquième enjeu qui en porte le nom.

Chacun ne partant pas du même point d'une part et devant l'ampleur de la tâche d'autre part, il va de soit que des phases d'adaptation seront inévitables.

Donnons un exemple un peu extrême pour illustrer et mieux comprendre les deux premiers enjeux humain et écologie, un raisonnement par l'absurde en quelque sorte:

Une initiative populaire manifeste le souhait de pouvoir partir en vacances avec des gros 4x4 crossovers. Bien-sûr le projet est naturellement retoqué à la case recherche voire valeur.

Mais absurde que cela puisse paraître, cela pourrait devenir possible. En effet, si dans le même temps est mis en place un transport collectif propre, gratuit, plus rapide pour se rendre au travail et que le travail lui-même est plus proche du domicile, le tout dans un contexte énergétique où l'on prend soin de bannir l'énergie fossile au profit du 100% renouvelable, on peut dès lors imaginer possible l'utilisation de gros véhicules si tel était le souhait d'une partie de la population prête à payer plus pour se déplacer durant leurs vacances. L'essentiel étant que l'empreinte écologique globale soit cohérente.

Dis comme ça, cela a l'air un peu fou, mais vous n'imaginez pas tout ce que l'on peut faire dès lors qu'on met le bon sens et le sens commun au devant de la scène. Évidemment, dès lors qu'on valide ce processus écologique dans le cadre de notre société pérenne, des idées vont jaillir, l'obsolescence programmée sera par exemple mécaniquement abandonnée au profit de la stabilité.

Le circuit court qualitatif, la permaculture, l'agroécologie, les ressourceries seront forcément des éléments de réponse aux contraintes environnementales sociales et économiques et le coût d'un produit devra prendre en compte son empreinte environnementale.

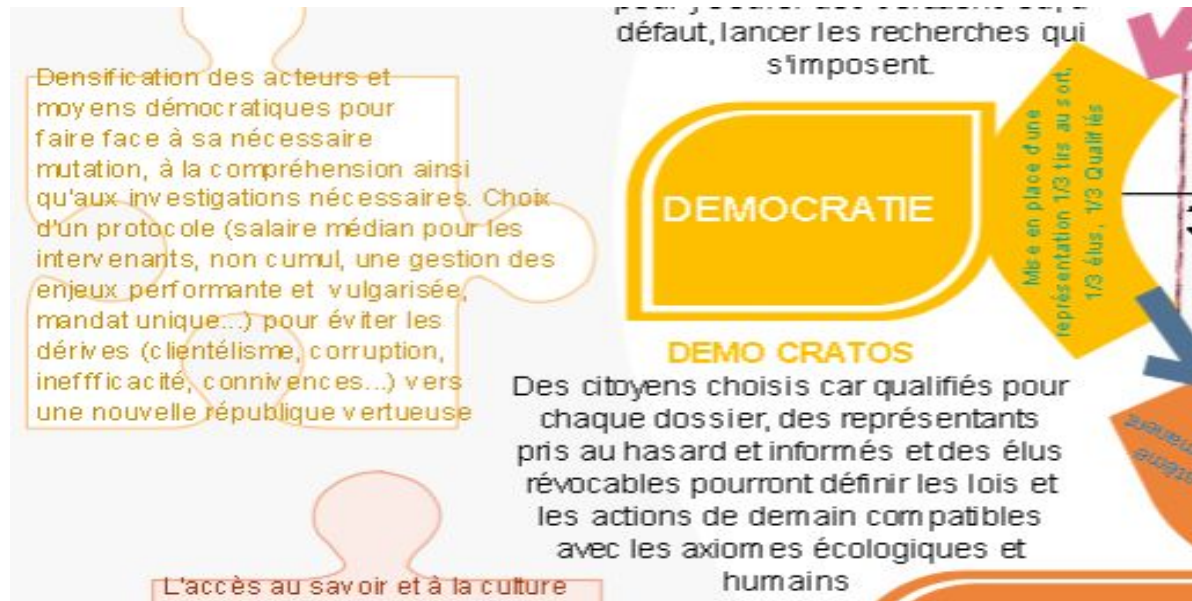
Pour illustrer, imaginons deux tasses, l'une venant de Chine vendue à 50 centimes, l'autre provenant d'une faïencerie artisanale de Martres-Tolosane dans le Sud-Ouest de la France pour un coût de 10 €. Si l'on prend en compte l'impact écologique du transport et son danger pour les générations futures, le manque à gagner d'une délocalisation de manufacture (chômage induit, perte de savoir-faire...), le coût de la première tasse devrait être très largement majoré alors que celui de la deuxième minoré car fabriqué à plus grande échelle après relocalisation (bénéfice social) et d'un bien moindre impact écologique.

La transition écologique (alimentation, transport, énergie...) doit être à la hauteur de son urgence afin de protéger et redensifier les ressources naturelles.

Maintenant que nous sommes partis sur les bases saines de respect autant de l'humain que de son milieu, qui va bien pouvoir décider tout cela ? La démocratie, bien-sûr,

Mais quelle démocratie?

Troisième enjeu : la démocratie.



Comme un peu partout dans le monde, la France fonctionne sur la base d'un système de démocratie représentative où les électeurs ne peuvent donner leur avis qu'aux échéances électorales (tous les cinq ou six ans suivant le mandat) et à partir d'un programme sommaire. Cela s'arrêtant là, il est impossible d'avoir la main sur la qualité des programmes, pas plus que sur le respect de ceux-ci. Nous sommes donc ici plus près d'une oligarchie, avec un pouvoir détenu par peu, que d'une démocratie, où le peuple est censé s'impliquer dans la gouvernance.

Les ambitions personnelles des acteurs politiques supplantent trop souvent la cause publique. Le pouvoir du politique n'en demeure pas moins important car c'est lui qui dicte les lois. Sous fond d'argent, d'entre-soi et de déconnexion avec la "base", la connivence, le clientélisme et la corruption s'installent mécaniquement. Fort de ces cruels constats, la démocratie apparaît vite comme un leurre de bienveillance et le désintérêt croissant du peuple envers la politique voire une certaine haine de ses représentants en sont l'illustration.

On entend ici ou là des "il y en a trop de politicards", "ils ne servent à rien", "ils sont tous pourris", "ils n'ont plus de pouvoir, c'est le banquier qui gouverne" ...

Peut-être pouvons-nous, à ce stade prendre du recul pour un meilleur discernement et plus de nuances, braquer les esprits étant souvent contreproductif.

En fait, lorsqu'on affirme que les politiques obéissent au diktat de la finance (les politiciens eux-même tiennent ce discours par croyance ou quand ça les arrange), cela est loin d'être exact et mérite que l'on s'attarde sur ce sujet. En effet, ce ne sont pas des marchands qui ont inventé les marchés mais bien le pouvoir institutionnel. Au départ des seigneurs ou autres puissances religieuses avaient alors misé sur la monnaie en lieu et place du troc pour ensuite lever des impôts pour financer armées ou tout autre outil de pouvoir.

L'économie est donc sous contrôle politique (ce qui va beaucoup nous aider dans le chapitre dédié à l'argent).

Le réel pouvoir, c'est effectivement celui qui a force de police, celui qui peut faire des lois et mettre des amendes ou jeter en prison ceux qui ne les paient pas.

On comprend alors que s'abriter derrière une crise pour baisser des salaires ou supprimer quelques acquis est un peu trop facile. La réalité c'est que l'on nous sert en boucle une mauvaise grille de lecture sur fond de mondialisation, de crise, de compétitivité, de dette ou de rigueur, le tout, bien évidemment, instrumentalisé par la peur ou autres contraintes techniques soi-disant insurmontables.

Un des gros problèmes est que la plupart des économistes s'aligne sur ce système absurde qu'il croit bien fondé, que ce même système est enseigné dans les écoles, plébiscité par politiques et journalistes. Cela aboutit à détruire tout sans aucun sentiment de culpabilité.

Pour autant, même si certains politiciens, souvent les plus puissants malheureusement, pactisent avec des grosses multinationales sur fond de clientélisme et de corruption, beaucoup pensent œuvrer pour le bien commun et certains le font réellement, mais il n'existe aucun garde-fou pour éviter les dérives et leur spectre de compréhension est muselé par les grosses machines que sont les partis et la communication.

Entre dogme et mythe, on voit bien, sans jeter tous ses acteurs, les limites de cette démocratie.

Alors quoi, on veut y mettre quoi au juste dans cette démocratie pour la rendre légitime juste et efficace ?

Des politiques ? Ça marche des fois, ou pas...

Des gens qui "savent" ? des ingénieurs ou techniciens? des grands patrons? pourquoi pas, mais la limite avec le clientélisme et la corruption est trop proche...

Nous, peuple directement ? Une bonne idée assurément mais qui reste fragile au regard des nombreuses tractations et manipulations possibles et de notre trop grande méconnaissance des rouages.

En fait, le mode n'étant pas binaire, la démocratie devra peut-être être un mix de tout ça, où des gens pris au hasard, des experts, des politiques se partageraient la cause politique à parts équitables...

Il est indispensable, à mon sens, que l'exécutif (actuellement 100% politique), se dote donc d'un tiers de technicité, et d'un autre tiers de citoyens tirés au sort (à qui l'on aura bien sûr donné suffisamment de temps et de moyens pour qu'ils soient bien renseignés sur les sujets à propos desquels ils seront amenés à débattre).

Ce concept de démocratie directe par tirage au sort est indispensable à la légitimité de la gouvernance et à la paix sociale.

La colère du peuple s'amenuisera d'autant que la considération et l'implication de ce dernier progressera. Une autre organisation territoriale démocratique et une constitution différente seront probablement nécessaires pour qu'aucune décision politique ne soit prise suite à la mise à l'écart d'une population éloignée ou non représentée.

Cela fera certes beaucoup de monde tout ça... et j'entends d'ici ceux qui martèlent le "il y a trop de politiques". Je voudrais simplement leur dire que décider de l'avenir, des lois, du modèle de société mérite des moyens à la hauteur de l'importance de l'enjeu.

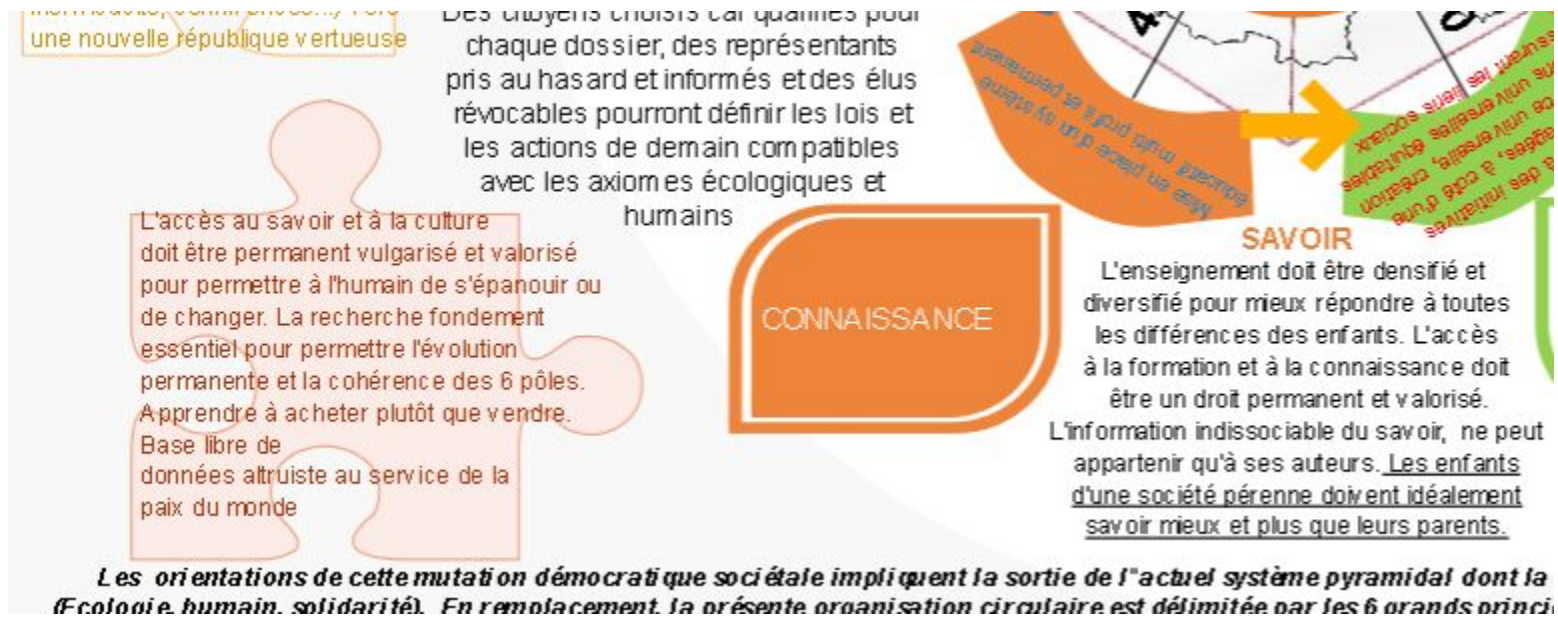
Des élus révocables, des citoyens éclairés, des innombrables acteurs impliqués sur leurs domaines maîtrisés, une surveillance déontologique, des moyens démocratiques, des outils d'investigations performants, l'appui des compétences pour tous les domaines étudiés...

Avec une omniprésente représentativité du citoyen de mieux en mieux renseigné, une sorte d'aristocratie populaire, véritable machine à réfléchir et à décider, doit voir le jour. Nous avons besoin d'un outil performant, indispensable pour l'humain au service de lui-même et de son milieu.

Et au fur et à mesure que nous avançons, une nécessité apparaît irrévocablement comme un pilier de l'humanité, ce sera le thème de notre prochain enjeu qui doit être omniprésent:

La connaissance...

Quatrième enjeu : la connaissance et la recherche



L'éducation, ou plutôt l'accès à la connaissance, doit s'épanouir aux antipodes des intérêts privés.

Un enseignement scolaire gratuit, dont la performance tiendra plus de sa capacité d'adaptation à tous les profils des élèves qu'à une éducation passoire, dont une minorité pourra s'épanouir parce que plus "solide" ou "compatible" avec le moule choisi.

Le système doit développer les filières, les qualifications, les pluralités, les métiers de demain et la citoyenneté pour favoriser tant le civisme que l'esprit critique et le discernement. Des moyens doivent être octroyés pour que la formation, l'instruction, la culture, la reconversion professionnelle soient possibles et accessibles tout au long de la vie pour ceux qui le désirent.

Nous devons bien sûr sortir la variable rentabilité du culturel, car ce n'est pas la culture qui coûte mais bien l'ignorance. La publicité doit également s'effacer au profit du contenu.

La dématérialisation et la connaissance numérique libre d'accès doivent constituer un atout majeur au service de l'humain toujours plus renseigné, et non pour des intérêts privés.

Les données personnelles et la communication ne doivent plus se résumer à une marchandisation permanente. Internet doit être libre et ouvert dans le respect de la vie privée comme une base ultra-performante de savoir collectif mais où l'on aura pris soins d'instaurer, *fake news* oblige, des gardes-fous. En effet, si la lutte contre les fake news sur internet est à la fois une utopie ("internet" est incontrôlable) et une dystopie (dérives autoritaires à foison, même dans une démocratie). et que seule réponse mesurée tient à une éducation aux médias et à l'esprit critique, comme le font déjà bien des associations d'éducation populaire, l'impunité des mensonges de la part de politiques ou journalistes n'en demeure pas moins insupportable.

Pour ce faire, on pourrait à minima imaginer un observatoire déontologique indépendant pour limiter ces abus permanents et dénoncer le faux. Par exemple, un journaliste qui donne une fausse information se verra dans l'obligation de publier un démenti dont la visibilité soit au moins équivalente à son annonce tenue pour fausse.

La quasi-totalité des médias appartenant à quelques personnes, il sera probablement souhaitable, pour sortir de la mondialisation du culturel, du sportif et de la communication, de supprimer les monopoles et soutenir la presse pluraliste pour en finir avec la course au buzz ou sensationnel au profit de l'investigation et de la pertinence.

Il y a en France bon nombre d'écoles privées de qualité comme les écoles Montessori et autres réseaux d'apprentissage plus inclusifs et plus modernes. Ces modèles plébiscités doivent être entièrement subventionnés pour devenir accessibles à tous de sorte que le concept de l'enseignement privé réservé aux plus riches disparaisse progressivement.

Par ailleurs, face aux enjeux de demain (chantiers écologiques, redynamisation de la santé publique, relocalisations, solidarité, ressources alimentaires, fiabilité de l'information et de la communication, nécessité d'altruisme, modification de la consommation...), les moyens devront donc être colossaux.

La formation devra donc être en phase avec tout cela et s'adapter sans cesse. Peut-être faudra t'il par exemple, face au désastre écologique, apprendre à acheter plutôt qu'à vendre.

Alliée indissociable de la connaissance, la recherche est le rouage essentiel au bon fonctionnement des 6 enjeux car elle peut rendre possible demain ce qui ne l'est pas aujourd'hui.

Tout doit être mis en place pour que le peuple soit éclairé, informé. car l'intelligence, la citoyenneté et l'esprit critique ne sont pas des qualités innées et la bêtise est le meilleur allié de la guerre. En effet, chaque fois que la connaissance a été confisquée au profit de quelques "élites", des drames, des génocides et des injustices se sont produits.

Nous devons aussi nous servir de notre passé, de notre histoire, de nos cultures pour bâtir l'avenir. Qu'est-ce qui fait que la cruauté se rejoue au fil des siècles ou que les meilleures initiatives se voient détruire (comme la sécurité sociale actuellement) si ce n'est qu'à un moment, le savoir au service du bien commun n'ait pas été transmis...

Nous avons mis en avant une société qui veut respecter tous les individus et son environnement, qui est dictée par son "aristocratie populaire" et qui est optimisée par une implication de la connaissance à tous les niveaux. Cette société possède désormais les prémisses d'une évolution efficiente soucieuse du bien commun, capable de peser le pour et le contre, de définir ce qui vaut ou ce qui ne vaut pas.

C'est de cela dont nous devons parler à présent : les valeurs, la suite de notre voyage...

Cinquième enjeu : les valeurs



Dans notre mode de fonctionnement quasi mondial, ce qu'on considère comme de la valeur est indexé sur la marchandisation et la production qui participe à la croissance du PIB des pays des différents pays. Pour autant, les indicateurs choisis sont-ils fiables, pire, ne seraient-ils pervers ? Au vu de toutes les catastrophes annoncées, nous avons effectivement toutes les raisons de douter.

Pour ce chapitre, on peut donc admettre comme axiome principal la capacité d'évaluer les valeurs en fonction de critères de bien commun, d'utilité collective ou d'impact écologique plutôt que toute autre considération marchande.

Prenons un exemple concret pour illustrer :

Début 2019, Le navire de commerce italien Grande America, parti de Hambourg en Allemagne pour rejoindre le Maroc, a été victime d'un incendie dans le golfe de Gascogne, au large de la Bretagne. Les 27 personnes qui étaient à bord ont pu être sauvées et malgré tous les efforts déployés pour éteindre le feu, le bateau a finalement coulé au large des côtes Bretonnes. Une partie de la nappe d'hydrocarbures a pu être pompée mais des associations de préservation du littoral se tiennent prêtes pour ramasser les boulettes toxiques et tenter de limiter l'impact sur la faune et la flore.

On peut voir dans la liste de ce qui a coulé : 720 tonnes d'acide chlorhydrique, 85 tonnes d'hydrogénosulfure de sodium, 16 tonnes de substitut de térébenthine (White Spirit), mais aussi plusieurs tonnes de résine, fongicides, d'aérosol et d'acides, des lubrifiants, 2 tonnes de pneus, 18 tonnes d'engrais et 24 conteneurs d'acier, 2 100 véhicules dont 190 poids lourds, 22 bus et 64 engins de chantier. Du côté des carburants, outre les 2 200 tonnes de fioul lourd, le Grande America transportait 190 tonnes de diesel marin et 70 000 litres d'huile. Tout ça à 4500 mètres de fond. Les Garde-Côtes des douanes françaises, la Gendarmerie maritime, plusieurs équipages dont une frégate britannique en plus de celles de l'Aquitaine de la Marine nationale, celles de l'Abeille Bourbon et de l'European Maritime Safety Agency ont été mobilisés ainsi que des opérations de pompages dans des conditions météorologiques extrêmes.

Pour cette catastrophe, aussi bizarre que cela puisse paraître, d'un point de vue purement économique, c'est une bonne opération.

En effet, en marge des assurances et des réserves d'investissements, l'innommable quantité des matériaux coulés a dû être reconstruit ou refabriqués : le pétrole, les véhicules, les engrais et autres produits toxiques. Ce surplus de production a eu un impact immédiat sur les PIB et les croissances des pays concernés. En face de cela, pour sauver ce qui pouvait l'être et tenter de limiter l'impact écologique de ce drame, les forces mobilisées, généralement publiques ou associatives, ont coûté au contribuable et les efforts fournis sont rangés dans la colonne "dette" sans parler des énormes dégâts sur la faune et la flore qui n'ont pas pu être évités.

On voit ici qu'avec notre mode de fonctionnement de l'économie et notre prisme visuel que la catastrophe "rapporte" alors que tout ce qu'il y a été mis en oeuvre humainement et techniquement pour limiter les conséquences de la catastrophe a, de notre actuelle appréciation des valeurs, "coûté".

Un autre exemple me vient à l'esprit : à l'occasion d'une discussion avec un chargé d'affaires d'une société dont la principale activité est la fabrication de lingettes jetables, l'ingénieur glisse, fort de son appartenance au secteur privé en face d'un fonctionnaire : "moi, je te paye" (sous-entendu l'un faisant partie du système qui rapporte et l'autre du système qui coûte). Quand on réfléchit un peu et qu'on connaît l'impact néfaste sur l'environnement des lingettes, peut-être qu'au final, la valeur de sa fonction devrait être négative, tandis qu'un service public, considéré comme charge, peut tout aussi bien entrer dans la case richesse...

Ces exemples certes quelques peu caricaturaux, doivent nous interpeller sur les incohérences de notre prisme de compréhension face à la valeur et aux richesses prétendues et au delà sur la légitimité du système monétaire.

En poussant plus loin le raisonnement, on se rend compte qu'une très grande partie du calcul des PIB des différents pays résulte finalement d'un productivisme massif qui détruit tout sur son passage et accélère l'épuisement des ressources naturelles au point de compromettre l'avenir de l'humanité.

Constat effarant donc : la plus grosse partie des richesses qui font office de valeur est en fait néfaste...

Au nom de l'argent, le système de croissance infini dans notre monde fini est le principal révélateur de cette folie collective.

Incapable de faciliter les échanges ou valoriser les bonnes initiatives, la monnaie est aujourd'hui aux mains d'utilisateurs privés qui se moquent bien de toute considération de bien commun et le travailleur est relégué au rang de propriété de la finance par le biais de holdings et multinationales...

On voit donc que l'argent ne doit plus être le précepte de toute initiative mais au contraire le dernier maillon où il ne servirait que de rouage au service du modèle d'économie de production choisi. Il devient du coup complètement abject que la monnaie soit rémunérée, c'est-à-dire que l'on puisse récompenser ceux qui ont trop de monnaie (élément déjà discutable...) en leur attribuant encore plus de monnaie...

Une monnaie non rémunérée doit être à la condition à la mise en place d'une société pérenne. Des banques publiques au service d'une économie coopérative élaborée pourront financer les gros chantiers pour sortir de la crise écologique, humanitaire et sociale dans laquelle nous sommes plongés.

Pour mieux comprendre, il faut considérer le capital avec son sens initial, c'est à dire l'ensemble des moyens de production durables permettant de produire des biens ou des services : le capital humain, naturel et institutionnel. Dans notre modèle Hexagone, le capital institutionnel, par le biais de l'omniprésence de sa démocratie participative, choisit l'investissement et les agrégats économiques pour répondre à des projets de biens communs validés et à l'amélioration du bien-être des citoyens. L'État ayant la main sur l'outil monétaire, le choix d'intermédiaires financiers, qui plus est rémunérés, n'a plus de sens. Le concept de prêt ou de transformation de l'épargne en moyens de production ou en actifs financiers n'étant plus adossé à la rentabilité d'un projet mais à son utilité, nous basculerons progressivement sur une économie de valeurs à la place d'une incontrôlable économie de marchés et de taux d'intérêts. Au delà de l'aspect philanthropique, ce principe a l'avantage de rester impassible qu'il y ait croissance ou décroissance. Pour exemple, dans le cas de la pandémie actuelle, il n'y aurait nul besoin de rembourser pendant des décennies les milliards prêtés par la BCE à grands coups de prévisibles politiques d'austérités.

Le mythe de l'équilibre général des marchés ou de l'offre et la demande appartient à des théologiens du passé au service d'une minorité d'élites autoproclamées. Cette utopie a trouvé ses limites pour n'être aujourd'hui qu'une bêtise généralisée. Pour faire passer la pilule, les dominants font croire qu'un État, qu'une société se gère comme une petite entreprise ou un foyer. Cela permet de légitimer les plans de rigueur et de diminution d'acquis sociaux.

La réalité c'est que l'État peut et doit mettre en place ce que le peuple a choisi car il peut choisir de s'approprier la création monétaire au service de projets tenables écologiquement et humainement définis par le peuple.

Penser une société pérenne sans revoir complètement son modèle macroéconomique est impossible et cela passera à minima par la dénonciation de certains traités.

Désacraliser l'argent et revoir ses règles du jeu dévastatrices sera donc fondamental. Une démocratie intelligente dans un environnement protégé décidera des actions et l'argent ne sera là que pour huiler le modèle de société qu'il aura choisi sans devoir s'acquitter d'intérêts puisque c'est dans l'intérêt de tous !

En cette période de crise sanitaire, nous avons bien vu ce qui était essentiel et même si l'Europe a produit en quelques secondes une masse monétaire équivalente de 750 milliards (preuve qu'en ce domaine tout est possible), nous avons été dans l'incapacité d'équiper de masques nos soignants.

Est-il encore nécessaire de rappeler les effets pervers de notre système macroéconomique, des affres de la mondialisation et de l'ultralibéralisme entre bulles financières et titrisations à tout va jusqu'aux budgets même des États quand on voit comme tout vole en éclats aujourd'hui ? Citons tout de même deux exemples.

Nous nous souvenons tous de la catastrophe de Fukushima. Tout comme la France, l'État japonais avait largement investi dans le nucléaire dans les années 50. Plus tard, comme en France, le Japon a privatisé la gestion de ces équipements. C'est la société Tepco qui figure en tête de proue dans ce domaine. Après des décennies de dividendes exorbitants, de multiplication à 2 chiffres de la valeur des actions au prix des incessantes optimisations des coûts, au détriment des travailleurs et des investissements de sécurité. Après quarante années de profit, le 11 mars 2011, jour de la catastrophe, la plupart des actionnaires quittent le bateau. Le crack financier est tel qu'on ne pouvait même plus équiper le personnel sur place d'un minimum de protection. Des hommes démunis, seuls et isolés se sont sacrifiés pour éviter une catastrophe plus grande pendant que d'autres planquaient leurs milliards, un peu comme aujourd'hui avec la pandémie Covid...

Car c'est bien ça la cruauté de ce système: lorsque l'entreprise tourne à plein régime, on la ponctionne le plus possible au détriment des salariés et de la sécurité pour satisfaire une croissance pour des dividendes toujours plus indécents et dès que l'entreprise a un problème, qu'elle a besoin d'être soutenue, les rats quittent le navire, récupèrent leurs billes et les mettent ailleurs.

Le fonctionnement n'est guère plus rassurant au niveau de l'Europe et ses États membres. Souvenons-nous de la crise grecque, petit pays pesant moins de 2 % du PIB de l'Europe. Plutôt que d'effacer une dette dont la cause tenait plus des taux exorbitants que subissait le pays, victime de l'infâme jeu des agences de notations, que du soit-disant train de vie "au dessus de leurs moyens" du peuple grec, il a été décidé, voilà plus de dix ans de plonger le pays dans une rigueur insoutenable qui perdure encore aujourd'hui.

Que penser d'une Union Européenne qui donne de l'argent à taux négatif aux plus puissants quand dans le même temps on achève les plus pauvres avec des taux à 2 chiffres...

Devant de telles absurdités et face au nombre de dirigeants qui les cautionnent, on peut donc parler d'effondrement de l'entendement qui amène un état de guerre économique généralisée entre les États sur fond de massacre écologique et humain.

Il est urgent de recréer la souveraineté financière pour simplement organiser et payer toutes les actions nécessaires au système pérenne que nous aurons choisi. Le service bancaire public pour tous doit voir le jour, il doit financer l'économie réelle, utile et pérenne plutôt que les activités spéculative, véritables chantages pour l'État. Pour en finir avec une politique du court terme qui amène l'économie au chaos, avec la privatisation des gains et la mutualisation des pertes, et pour l'intérêt général et non particulier où le peuple ne devra plus payer les évasions fiscales et égarements spéculatifs d'un outil monétaire qu'on leur a confisqué.

Désacraliser l'argent face à toutes ces démesures (ultra spéculations, hyper-connexions, inégalités accrues,...) est obligatoire, car dans le principe, l'argent est créé et détruit simplement par celui qui détient le "jouet".

Le mythe de l'argent ainsi tombé, nous pourrions construire l'économie sociale, solidaire et coopérative de demain et passer à l'action pour fermer notre ronde hexagonale...

Sixième Enjeu: ACTIONS



L'outil fabuleux incarné par la révolution numérique aurait dû faciliter l'entreprise, la rendre plus efficace, plus coopérative.

Au lieu de cela, des plateformes digitales multinationales ont mis la main sur cet outil dans le but d'accumulation de profit sans travail proportionné. En effet, la masse salariale de sociétés comme AirBnB ou Uber est dérisoire au regard des profits colossaux réalisés au détriment des conditions de travail qui vont sans cesse vers un nivellement vers le bas.

Les services publics ne sont pas exempts de tout reproches face à l'escalade de réduction d'acquis sociaux et des choix discutables comme les livraisons rapides de repas de la poste avec Resto-In ou les transport VTC SNCF via LeCab, et tant d'autres exemples.

Le travail-contrainte par sa violence induite et ses nombreuses conséquences est une véritable fléau que nous devons combattre. La politique du profit donne une vision minimaliste à très court terme d'une société qui court au chaos. Ce système politiques français et européen de mondialisation financière, dont le seul objectif est l'augmentation des dividendes de quelques uns et où les gains sont privatisés alors que les dettes mutualisées, court inexorablement à sa perte.

Cette ultra compétitivité détruit tout sur son passage, entraîne absentéisme, maladie, dépression.

Pourtant, le bon sens devrait nous dicter que si tout le monde est compétitif, à l'arrivée plus personne ne l'est !

Même si la mondialisation a incontestablement généré, pour les seuls pays riches et une partie de sa population un bon niveau de vie et une longévité croissante, cela a été au détriment d'autres humains et au final, le désastre libéral se généralise sur fond de chômage, de précarité et d'injustice où le travailleur n'est plus qu'une variable d'ajustement.

Il n'appartient qu'à nous de rendre ce travail supportable en le rendant attractif, utile, enrichissant, épanouissant et du coup efficace car nous ne sommes jamais autant efficace que lorsque nous sommes bien considérés pour effectuer des tâches dans de bonnes conditions. La qualité, l'émancipation et le rythme du travail adaptés à chacun le rendra à coup sûr plaisant, gratifiant et enrichissant.

Par ailleurs, le 100 % énergies renouvelable au titre de l'urgence climatique, la pertinence du *Made in France*, les nécessaires de moyens pour la relance sociale et écologique, l'obligation de modifier notre consommation et l'incontournable progression de la connaissance et de la recherche imposent une masse salariale colossale et une adhésion la plus collégiale possible au projet de demain dont l'exécution de ses missions devra être qualitatif. La vraie stratégie industrielle du long terme passera par une baisse de l'influence des grands groupes et de ses sous-traitances low-cost vers une augmentation des TPE, PME et SCOPS synonymes d'innovation, soutenues et accompagnées par un service public bancaire autonome défait de l'emprise des marchés, titrisations et autres fonds de pensions.

L'indispensable bien-être au travail doit être à la hauteur des enjeux :

- Relocalisation des productions pour une souveraineté sanitaire, alimentaire et énergétique.
- Modification des méthodes de production et de consommation pour les mettre en phase avec les enjeux écologiques et humains
- Mise en place des outils numériques ouverts comme émancipateurs de l'intelligence collective.
- Développement de conseils déontologiques et d'une justice au service de la protection de l'humain et de son milieu qui soit aussi garante de la bonne exécution des missions validées par la démocratie.
- Création d'un centre de recherche destiné à mesurer les impacts sociétaux et écologiques des actions et projets d'une part pour en redéfinir ou ajuster les coûts, valeurs et richesses d'autre part.
- Redéfinition du système militaire de sécurité nationale autour d'un axe protection du territoire et de son modèle choisi d'une part, et solidarité extérieure d'autre part pour la promotion et l'accompagnement de projets humanitaires et économiques.
- Densification des moyens techniques et humains autour des enjeux démocratie, recherche et connaissance.

Ce dernier point nous rappelle l'importance de la connaissance du passé pour construire l'avenir.

En effet, à titre d'exemple, il y a eu jadis notamment dans notre propre pays des périodes positives où le bien commun a supplanté le bien privé. Après la seconde guerre mondiale, la France, traumatisée par le nazisme, l'occupation et les combats était au plus bas .

Déjà à l'époque nous avons eu notre lot de politiciens qui, comme aujourd'hui, avait comme unique crédo le package "Rigueur, travailler plus gagner moins". Mais heureusement à cette époque des initiateurs proches de la philosophie keynésienne considéraient que l'on ne pouvait soigner une hémorragie en prodiguant une saignée.

Dans un pays ruiné, la création monétaire s'est alors mise au service d'une politique ambitieuse pour répondre aux contraintes de l'époque. Comme quoi, c'est possible. Nous avons alors imaginé, créé, construit, à tel point qu'aujourd'hui encore nous vivons un peu sur les acquis de cette époque :

En 20 ans à peine, 150 barrages hydrauliques EDF sur nos rivières, 40 réacteurs nucléaires (à tort ou à raison, cela nous a permis l'indépendance énergétique pendant de nombreuses décennies), Sud Aviation et l'aérospatiale qui amèneront Airbus pour concurrencer Boeing, des centaines de kilomètres d'infrastructures ferroviaires et routières, des outils de communication innovants avec PTT, des grandes entreprises nationales qui tiennent encore notre niveau international, mais aussi la chose que le monde entier nous a envié durant des décennies, impulsé par le Conseil National de la Résistance : la Sécurité Sociale, aujourd'hui mise à mal.

Ce passé récent oublié nous montre qu'à tout moment et sans ressources, une collectivité peut décider de grands projets générés par des salariés avec des régimes protégés (que l'on fustige encore aujourd'hui pour leurs régimes spéciaux). Cela conforte l'idée que la connaissance dans tous ses états, gage d'un peuple éclairé, est une pièce majeure de notre modèle Hexagone.

Nous avons vu, au titre des axiomes humains, la nécessité de mise à disposition d'une provision universelle pour tous chacun. Nous avons énuméré les urgences écologiques et sociales et défini un nouveau mode démocratique efficace qui viendrait s'appuyer sur un volet connaissance progressiste et omniprésent. Cela constituerait les fondements de nos réalisations futures. Si le revenu universel permettra à chacun de s'épanouir sans contraintes, si on s'accorde de plus en plus sur sa nécessaire mise en place, cela reste un sujet controversé et polémique.

En effet, si pour les mouvances politiques de gauche, il est généralement perçu comme revenu solidaire sans aucune contrepartie (qui ne permet pas pour autant de vivre dignement), pour les sympathisants plutôt à droite, il est défini comme des minimas sociaux (toujours plus réduits), assortis de plus en plus de contrôles, de contraintes humiliantes en mode TIG, flicages et culpabilités.

Je pense que ces deux versions du revenu universel sont infantilisantes et dévalorisantes, qu'elles accélèrent la précarité et l'isolement et qui plus est, entraînent une certaine haine orchestrée du reste de la population qui n'a pas conscience de la fragile barrière qui les séparent.

Une proposition qui pourrait être entendable par tous consisterait à mettre en face d'un vrai revenu universel un package de devoir citoyen constitué de multiples actions essentielles.

Ce concept, pour être efficace et non discriminant, doit être effectué par tous (travailleur comme non travailleur).

Imaginons donc que chacun d'entre nous, sur des durées à définir (suivant les sollicitations et disponibilités), ait à réaliser des actions collégiales et ciblées telles que :

- Une mission humanitaire à l'étranger,
- La remise en état des abords de rivières après de grandes crues,
- Des animations de conseils citoyens,
- Des journées d'échange et convivialité dans un centre handicap, une école ou un EHPAD,
- Une aide ponctuelle pour l'industrie (fabrication de matériel médical lors d'une pandémie par exemple)
- Des prestations ponctuelles au profit du "Made in France"

Bref une force omniprésente, une marge de manœuvre efficace qui viendrait compléter, aider les actions planifiées de notre modèle pour répondre aux enjeux lors de variations importantes des besoins sociétaux, pour pallier des difficultés ou contraintes particulières.

Le deuxième intérêt capital de ce projet, adossé au revenu universel, tient au fait que ces missions seraient réalisées de façon collégiale par des individus issus de toutes les catégories socioprofessionnelles et dans n'importe quel lieu. Le but étant de rapprocher les gens, d'apprendre à se connaître, de se défaire de cette peur de l'autre, d'agir hors de nos frontières, d'échanger des idées et des expériences car chacun d'entre nous peut apprendre de quiconque.

Ceci afin de renforcer l'intelligence collective, la citoyenneté et la solidarité car elles ne sont pas des valeurs innées, nous sommes tous perfectibles, ayons l'humilité suffisante pour le reconnaître. Il est essentiel et de se doter d'outils pour fédérer, progresser : celui-ci peut être un bon concept pour mettre les carences sociétales au cœur des débats, mais surtout parce qu'il permettrait le partage entre les générations, les peuples, les religions et autres compréhensions du monde.

L'ubérisation, la flexibilisation et le dumping social doivent laisser la place à une protection de l'emploi grâce à la citoyenneté dans l'entreprise et une production adaptée et raisonnée en progrès permanent avec, comme nous l'avons vu, des services bancaires séparés des marchés qui financent l'économie réelle utile pérenne plutôt que les activités spéculatives de chantage pour l'État grâce à un mécanisme de création monétaire souverain aux ordres de notre choix de société.

Pour contrôler de l'efficacité et la pertinence des choix, un puissant centre de régulation doit être construit. Au-delà de l'évaluation du bon fonctionnement d'Hexagone, l'outil serait une gigantesque base de données transparente et ouverte à tous. Le progrès n'a en effet de sens que s'il peut être partagé par tous.



Maintenant que nous avons fait le tour de notre Hexagone, le graphique de la présentation doit vous sembler plus compréhensible. Il devrait vous permettre d'avoir une vue d'ensemble sur ce que nous sommes, ce que nous faisons, ce que nous pourrions faire.

J'échangerai sur ces sujets et les autres avec grand plaisir, qu'on soit d'accord ou pas, on ne progresse d'ailleurs jamais autant que dans la contradiction...

Quoi qu'il en soit, nous devons procéder à court terme à de nécessaires changements sans précédent et pour ce faire, changer notre logiciel politique monétaire et peut-être même notre pensée...

Pour s'autoriser à penser ce monde meilleur avant qu'il ne soit trop tard, il est indispensable d'avoir un état des lieux factuel de l'ensemble, de définir les contraintes et nécessités au titre du bien commun et du bon sens (que j'ai appelé les axiomes) pour une approche simultanée et des actions généralisées car tout est lié.

Comme nous l'avons vu tout au long de cette réflexion Hexagone, des étapes seront probablement incontournables:

- Abandonner notre système basé sur la croissance qui semble bien nous amener à la catastrophe (croissance infinie dans un monde fini) ou en réorienter complètement ses actions pour basculer vers un modèle macro-économique de décroissance et/ou de croissance à "énergie positive"
- L'outil de création monétaire ne doit plus servir les intérêts minoritaires privés mais alimenter le modèle. L'État souverain, piloté par l'aristocratie populaire, doit avoir la main sur une économie affranchie des marchés et sans intérêts au lieu d'avoir la main sur l'outil monétaire sans devoir s'acquitter d'intérêts d'un absurde système dévastateur qui n'a que faire des considérations humaines et climatiques
- Dans un monde où l'argent est devenu la donnée fondamentale de la richesse, nous devons revisiter ces notions de valeur et richesse
- Nous devons amener une société juste et pérenne interdépendante des trois ensembles incontestables constitués par l'écologie, l'humanité et la connaissance, où l'argent n'interviendrait qu'après la construction faite et les valeurs données, simplement comme facilitateur pour les échanges et les actions choisies au lieu de l'actuel modèle monétaire pyramidal.

Fort de ces constats, j'ai essayé d'apporter des pistes et j'aimerais connaître les vôtres.

Je souhaite que ce condensé que j'ai appelé Hexagone vous ait donné une vue d'ensemble des dérives et nécessités de notre société, et qu'il vous donnera envie de d'avancer tous ensemble, nous, peuple. Notre intelligence collective générera une multitude d'idées sur lesquelles nous pourrons bâtir ensemble une société plus pérenne.

Vous pouvez, si vous le souhaitez, signer ma pétition et partager <http://chnng.it/2KBQnTGw>

...VERS UN MODÈLE DE SOCIÉTÉ PÉRENNE

MERCI

@+ Roland

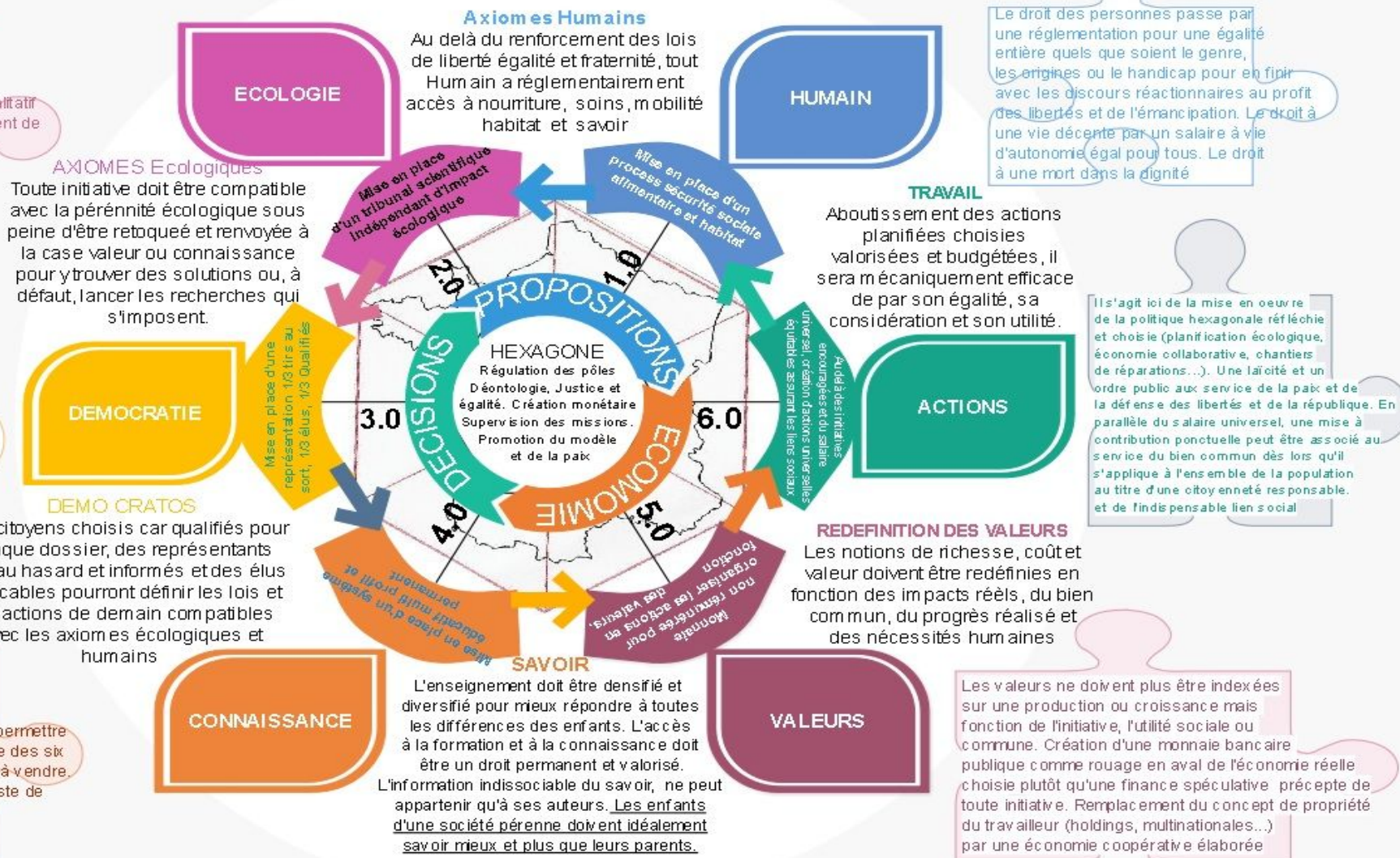
VERS UN MODELE DE SOCIETE PERENNE

Notre société étant basée sur une croissance infinie dans un monde fini, l'avenir de notre civilisation n'aura de sens que si son modèle peut s'appliquer durablement à tous ses habitants sans hypothéquer les libertés de chacun en garantissant une biodiversité pérenne. Cela implique probablement la **nécessité de modifier notre logiciel politique, économique mais également de pensée...**

L'éventuelle obsolescence programmée des équipements doit être interdite au profit de leur durabilité. Le coût d'un produit doit prendre en compte son empreinte écologique, le circuit court qualitatif et durable sera mécaniquement un élément de réponse à ces contraintes. La transition écologique (énergie, alimentation, transports...) doit être à la hauteur de son urgence afin de protéger et redensifier les ressources naturelles

Densification des acteurs et moyens démocratiques pour faire face à sa nécessaire mutation, à la compréhension ainsi qu'aux investigations nécessaires. Choix d'un protocole (salaire médian pour les intervenants, non cumul, une gestion des enjeux performante et vulgarisée, mandat unique...) pour éviter les dérives (clientélisme, corruption, inefficacité, connivences...) vers une nouvelle république vertueuse

L'accès au savoir et à la culture doit être permanent vulgarisé et valorisé pour permettre à l'humain de s'épanouir ou de changer. La recherche fondamentale essentielle pour permettre l'évolution permanente et la cohérence des six pôles. Apprendre à acheter plutôt qu'à vendre. Une base libre dématérialisée et altruiste de données accessible à tous au service du bien commun, du progrès et de la paix du monde



Le droit des personnes passe par une réglementation pour une égalité entière quels que soient le genre, les origines ou le handicap pour en finir avec les discours réactionnaires au profit des libertés et de l'émancipation. Le droit à une vie décente par un salaire à vie d'autonomie égal pour tous. Le droit à une mort dans la dignité

Ils'agit ici de la mise en oeuvre de la politique hexagonale réfléchie et choisie (planification écologique, économie collaborative, chantiers de réparations...). Une laïcité et un ordre public au service de la paix et de la défense des libertés et de la république. En parallèle du salaire universel, une mise à contribution ponctuelle peut être associée au service du bien commun dès lors qu'il s'applique à l'ensemble de la population au titre d'un citoyen enneté responsable. et de l'indispensable lien social

Les valeurs ne doivent plus être indexées sur une production ou croissance mais fonction de l'initiative, l'utilité sociale ou commune. Création d'une monnaie bancaire publique comme rouage en aval de l'économie réelle choisie plutôt qu'une finance spéculative précepte de toute initiative. Remplacement du concept de propriété du travailleur (holdings, multinationales...) par une économie coopérative élaborée

Les orientations de cette mutation démocratique sociétale impliquent la sortie de l'actuel système pyramidal dont la puissance financière est à sa pointe alors que l'essentiel reste sur le paier (Ecologie, humain, solidarité). En remplacement, la présente organisation circulaire est délimitée par les 6 grands principes interdépendants qui la protège pour une société cohérente égalitaire juste et pérenne. La création monétaire, exempte de spéculation, se retrouve, de fait, in fine pour ne plus servir que de rouage à l'exécution des choix impulsés par la démocratie. La dépendance à la croissance au péril de la civilisation est remplacé par l'émancipation au service du progrès de celle-ci.